

<http://gec.venissieux.org/Compte-administratif-2016>



Compte administratif 2016

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : lundi 24 juillet 2017

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits réservés

Le compte administratif 2016 vient confirmer deux éléments-clés pour l'avenir : les finances saines de notre ville, et la validité et lucidité des choix budgétaires que nous avons effectués.

Le plan d'économies de 11 millions d'euros, réparties entre la fiscalité, la maîtrise des dépenses de fonctionnement, et l'enveloppe globale des subventions aux associations, était nécessaire, utile et efficace pour les Vénissiens.

Je tiens à mettre en valeur l'ensemble de nos services, qui ont tous participé à l'effort de recherches d'économies.

Notre épargne brute à 11.4millions d'euros traduit notre capacité à autofinancer une part significative de nos investissements, avec un recours modéré à l'emprunt.

Nos efforts financiers 2016 ont permis de soutenir des actions essentielles, comme la construction du groupe scolaire Flora Tristan, le schéma directeur des écoles, l'amélioration de l'espace public, la rénovation de Bizarre, la cuisine centrale, l'éclairage public. Education, santé, cadre de vie, culture, l'intérêt général prévaut, au service de tous les Vénissiens.

Le compte administratif 2016 ne doit pas nous inciter à relâcher nos efforts. Au regard du programme de droite d'Emmanuel Macron, nous pouvons imaginer les conséquences négatives à l'échelle locale.

La ligne ultra-libérale de ce gouvernement, va générer à la fois des incidences indirectes, et des attaques frontales pour les communes. Dans les villes populaires, la casse du droit du travail va provoquer l'augmentation de la précarité, les temps partiels et le chômage parmi les habitants.

La remise en cause de la réforme des rythmes scolaires, avec un libre arbitrage des villes, pour la garder ou revenir à une semaine de quatre jours, soulève de sérieux problèmes, et risque à terme, de mécontenter tout le monde.

A ces incidences indirectes s'ajoutent les attaques frontales et brutales pour les communes.

La première concerne l'exonération de 80% des contribuables locaux, de la taxe d'habitation. Si demain vous remplacez la fiscalité directe par des compensations, que va-t-il rester de l'indépendance des politiques de proximité, que chaque ville est en droit de mener ?

Par ailleurs, Emmanuel Macron a annoncé un nouveau coup de rabot, de 10 milliards d'euros des dotations de l'Etat aux collectivités locales, adossé à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, dont 70 000 dans la fonction publique territoriale ! Que va-t-il rester des services publics de proximité ?

Ces annonces montrent à quel point les politiques libérales entendent détruire les communes, au profit des métropoles, éloigner, encore plus, les centres de décision, des habitants et des quartiers.

Je m'oppose avec détermination à cette lecture technocratique et oligarchique de nos territoires, qui préfigure de sombres lendemains, pour les habitants des villes populaires. Sans tomber dans le procès d'intention, les grandes lignes du quinquennat à venir, nous appellent déjà à la résistance, et à la défense du rôle et de l'indépendance des

communes.